

Chômage des diplômés de l'enseignement supérieur en Algérie : état des lieux

Nacer-Eddine HAMMOUDA ⁽¹⁾

Razika MEDJOUB ⁽²⁾

Introduction

En Algérie, le chômage a diminué considérablement à partir de 2001, passant de 27,3 % à 10,6 %. La population en chômage est estimée en Septembre 2014 à 1 214 000 personnes. De fortes inégalités sont observées selon le sexe, l'âge, et le niveau d'instruction. Les mêmes disparités caractérisent le marché du travail en Algérie depuis vingt ans (Musette, 2013). Il touche davantage les femmes (17,1 % contre 9,2 % chez les hommes), les jeunes 15-24 ans (25,2 %) et la population d'un niveau d'étude supérieur.

Malgré les efforts déployés par l'Etat, afin d'absorber le chômage, et notamment le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur, ce dernier reste le plus élevé. Il a même connu une augmentation en septembre 2014 par rapport au mois d'Avril 2014, en atteignant un taux de 16,4 %, avec des disparités significatives selon le sexe (22,1 % contre 10,9 chez les hommes).

Cette difficulté de l'insertion des diplômés sur le marché du travail ne représente pas une spécificité algérienne. Ce malaise perdure dans toute la région du Moyen orient et l'Afrique du nord (MENA).

⁽¹⁾ Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement - CREAD, 16000, Alger, Algérie.

⁽²⁾ Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement - CREAD, 16000, Alger, Algérie.

En effet, le rapport de l'organisation internationale du travail (OIT) sur les tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013, a indiqué que le chômage des jeunes ayant un niveau scolaire supérieur dans la région MENA et qui reflète un problème structurel, demeure parmi les taux les plus élevés au monde : Egypte 18,9 % et Maroc 17,4 % en 2013.

Dans le présent article, nous tentons d'exposer un état des lieux sur l'évolution du chômage des diplômés, après la crise pétrolière de 1986 jusqu'à 2014. Afin de répondre aux questions suivantes :

- *Comment le chômage a-t-il évolué après la crise économique de 1986 jusqu'à 2014 ?*

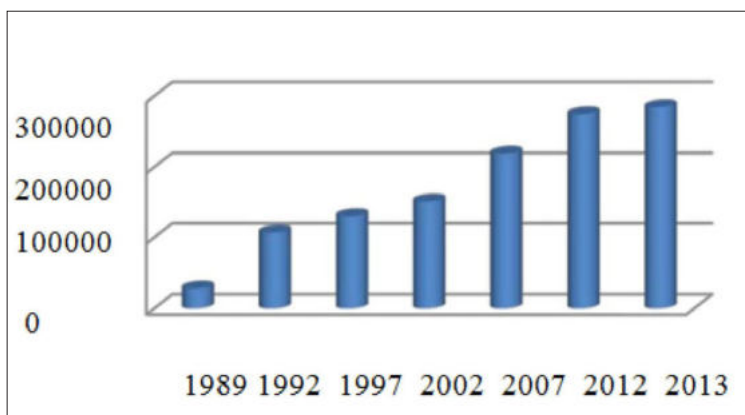
- *Pourquoi le chômage touche davantage les femmes universitaires par rapport aux hommes ?*

Nous nous appuyons sur l'analyse des différentes enquêtes emploi réalisées par l'office national des statistiques (ONS) de 1989 à 2014, et les données statistiques fournies par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de 1963-1964 à 2012-2013, ainsi que les statistiques de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) 2013-2014.

Chômage des universitaires, un problème social à partir de la fin des années 80

Le chômage des universitaires a connu une augmentation accélérée à partir de la fin des années 80. Le nombre de chômeurs universitaires est passé entre 1989 et 1992 de 28000 à 107000, soit un facteur multiplicateur de quatre. Cette montée est liée aux retombées de la crise économique de 1986, ainsi que la surcroissance des effectifs de diplômés, qui se sont présentés sur le marché du travail, et cela suite à la démocratisation de l'enseignement.

1989 1992 1997 2002 2007 2012 2013



Graphe 1 : Évolution du nombre de chômeurs universitaires de 1989 à 2013

Source : enquêtes emploi ONS 1989-2013

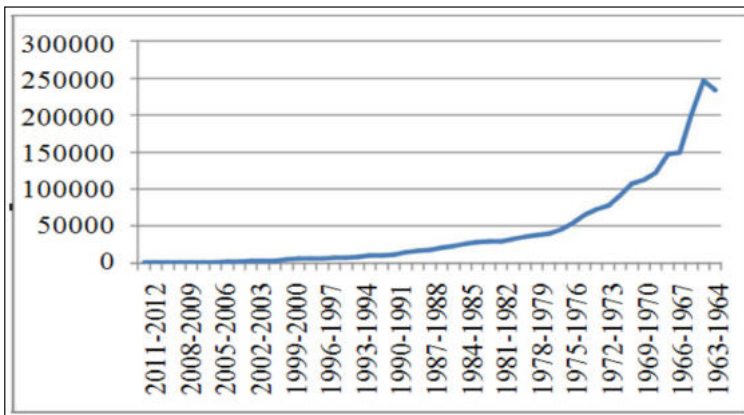
D'une part, l'économie algérienne qui est fondée essentiellement sur la rente pétrolière, a connu de profondes transformations en passant d'une économie planifiée à une économie de marché. Cette transition brutale est causée principalement par la chute du prix du pétrole dans le marché mondial de 39,5 dollars en 1981 à 14,8 en 1986. Face à cette situation économique alarmante et fragilisée par l'endettement extérieur, l'Algérie s'est soumise aux exigences du FMI et la banque mondiale en adoptant le Programme d'Ajustement Structurel en 1994 (Boudjema, 2006).

Ces conditions se sont répercutées lourdement sur le marché du travail.

Ce dernier a connu avant la crise pétrolière une amélioration remarquable du taux de chômage qui a reculé du 36 % en 1966 à 10 % en 1985. En effet le chômage général a brusquement augmenté suite au démantèlement de l'appareil productif : la dissolution de plusieurs entreprises nationales, le ralentissement dans le fonctionnement des entreprises qui restaient, le licenciement collectif des travailleurs, sans négliger les facteurs démographiques tels que l'accroissement de la population active, l'entrée de la femme au marché de l'emploi. (Lassassi & Hammouda, 2012).

D'autre part, l'université algérienne est passée d'une université d'élite à une université de masse par effet des réformes de l'enseignement supérieur de 1971, qui reposaient sur l'arabisation, l'algérianisation, la scientificité et la démocratisation. Mais, il s'avère que ces refontes ont satisfait plus l'aspect quantitatif, vu le passage d'un nombre

important d'étudiants d'une année à une autre, suite à une forte demande sociale à la formation, alimentée par la multiplication de nombre d'établissements et l'allègement des conditions d'accès d'un cycle à un autre (Feroukhi, 2009), par conséquent, le nombre de diplômés a augmenté de 14 097 en 1986 à 52 804 en 2000. Ce nombre important a exercé une pression intense sur le marché du travail et le taux de chômage des universitaires a atteint 23,3 % en 1997.



Graph 2 : Évolution des effectifs de diplômés de l'enseignement supérieur de 1963-1964/2011-2012

Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. 2012

A partir de 2001, le taux de chômage général a considérablement diminué, il a passé de 23,7 % en 2003 à 10 % en 2010. Cependant celui des diplômés de l'enseignement supérieur reste élevé. Il enregistre un taux de 21,4 % en 2010 et touche davantage les femmes diplômées (33,6 % chez les femmes, 11,1 % chez les hommes). Il est à noter également que, le nombre de diplômés s'est multiplié par deux, passant de 108000 à 200000 entre 2006 et 2010.

Politique de l'emploi des jeunes

La question de l'emploi et la lutte contre le chômage des jeunes sont devenues une préoccupation principale pour les pouvoirs publics. L'Etat a procédé depuis 1988 à mettre en place plusieurs dispositifs d'appui afin de faciliter l'insertion des jeunes. La politique de l'emploi de jeunes a survécu à trois générations :

Première génération (1989- 1997) : lancée dans la précipitation, afin d'atténuer les effets négatifs du programme d'ajustement structurel sur le marché du travail, avec d'importantes pertes d'emploi. Plusieurs institutions ont été créés, telles que : CNAC¹ (1994) pour l'assurance chômage, ADS² (1997) pour le filet social, l'ANSEJ³ (1996) pour la promotion des micros-entreprises.

Deuxième génération (1998-2007) : c'est à partir de 1998 qu'on assiste au redéploiement des agences. L'ensemble des dispositifs est revu et corrigé. Une autre agence a été créée en 1999 il s'agit de l'ANGEM⁴.

Troisième génération des dispositifs date de 2008 à ce jour : elle est marquée par une première tentative de mettre en place une politique nationale de l'emploi, cette politique repose sur cinq institutions : ANEM⁵, ANSEJ, CNAC (ministère du travail et de la sécurité sociale), ADS et ANGEM (ministère de la solidarité nationale) (Musette, 2013).

Deux dispositifs sont destinés aux diplômés afin de renforcer leur employabilité sur le marché du travail à savoir:

A- Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) mis en œuvre par l'ANEM :

- **Contrat d'insertion des diplômés (CID)** : il vient de remplacer le contrat pré-emploi (CPE).

- **Contrat de Travail Aidé (CTA)** : il est destiné à ceux qui ont déjà bénéficié de l'un des contrats de l'insertion professionnelle. Les couts de poste sont partagés entre l'Etat et l'employeur.

B- Dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés (PID) : développé par le ministère de la solidarité nationale et géré par l'ADS.

¹ Caisse National d'Assurance Chômage.

² Agence de Développement Sociale.

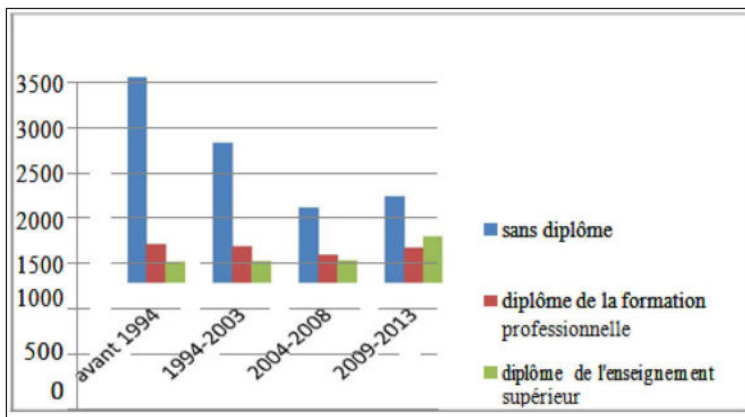
³ Agence Nationale de soutien à l'emploi des jeunes.

⁴ Agence Nationale de Gestion du Micro- crédit.

⁵ Agence Nationale de l'Emploi.

De 2011 au mois d'avril 2014: baisse du taux de chômage des universitaires

Durant cette période, l'Etat a renforcé son rôle dans la promotion de l'emploi et l'absorption du chômage des jeunes, à travers le plan quinquennal 2010-2014. Les dispositifs chargés de la politique de l'emploi des jeunes ont bénéficié d'une dotation budgétaire importante grâce à une aisance financière provenant principalement des revenus des exportations de gaz et de pétrole (Musette, 2013). Ces efforts ont été traduits par une baisse considérable du chômage des diplômés jusqu'au premier trimestre de l'année 2014, en enregistrant un taux de 13 %. Le nombre de diplômés insérés sur le marché du travail a pratiquement doublé entre 2009-2013 comparativement à la période 2004-2005. En passant de 306 mille à 654 mille insérés.



Graphe 3 : Répartition des occupés selon l'année du premier emploi et le diplôme

Source : ONS 2013

Quant aux dispositifs d'aide à l'insertion des diplômés mis en œuvre par l'ANEM, plus de 103 mille emplois ont été créés entre 2013 et 2014. Dont 63 100 emplois dans le cadre de DAIP⁶ et 40 289 emplois pour le CTA. la répartition des placements cumulés selon le sexe en 2014, montre que 31070 femmes diplômées ont bénéficié de ces dispositifs et 19780 pour les hommes (Tableau 01). Cependant,

⁶ Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle.

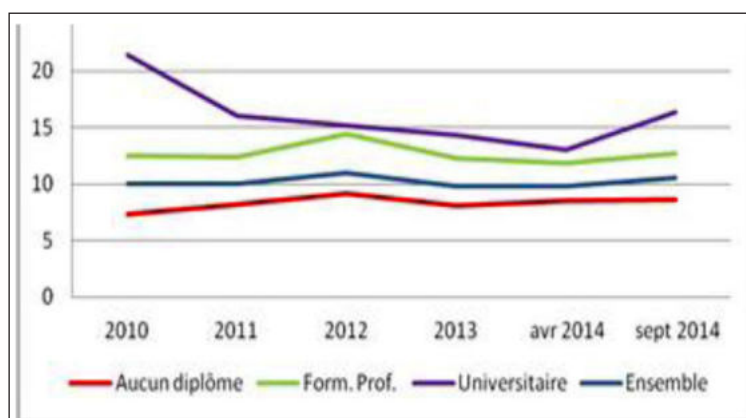
cette politique se répercute de manière négative sur la qualité et les salaires des emplois créés, qui s'inscrivent dans l'emploi d'attente avec des salaires qui ne dépassent pas le salaire national minimum garanti (SNMG). ainsi que le contrat de travail aidé ne fait que prolonger la durée d'insertion des diplômés sur le marché du travail.

PlacementW	CTA	DAIP	TOTAL
Homme	7549	12231	19780
Femme	9407	21663	31070
Total	16956	33894	50850

Tableau 1 : Placements cumulés du 1^{er} Janvier au 31 Octobre 2014

Source : ANEM 2014

Bien qu'ayant baissé, le taux de chômage des diplômés demeure le plus élevé comparativement à la population sans qualification. L'enquête-emploi ONS 2014 révèle que le taux de chômage des diplômés atteint 16.4 % contre 8.1 % seulement chez la population qui ne possède aucun diplôme, soit un facteur multiplicateur de deux. Environ 1 225 000 personnes sans diplôme ont été insérées entre 2009-2013, contre 654 mille pour les diplômés de l'enseignement supérieur comme nous l'avons déjà souligné plus haut.



Graphe 4 : Évolution du taux de chômage (2010-2014)

Source : ONS Septembre 2014.

En septembre 2014, le chômage des diplômés a connu une augmentation sensible en atteignant un taux de 16,4 %.

Ce taux risque d'augmenter dans les années à venir, si on prend en considération la réduction du nombre d'années étudiées en licence dans le système LMD ainsi que la durée du service militaire, ce qui accélèrent l'entrée des universitaires sur le marché du travail. Sans compter le nombre de bacheliers qui arrivent à l'université à la rentrée scolaire 2015/2016, environ 360 mille nouveaux bacheliers⁷, suite aux réformes entamées dans le système éducatif. Ce qui fait que le nombre des universitaires, qui se présenteront sur le marché du travail, sera plus important.

Durée de recherche du travail

Pour ce qui concerne la durée de recherche d'emploi, on constate, selon le tableau ci-dessous, que cette dernière reste importante, plus de 59 % des chômeurs diplômés ont dépassé une année. Par ailleurs les femmes sont les plus confrontées au chômage de longue durée comparativement aux hommes.

Année	Homme	Femme	Total
Moins d'une	45,5 %	38,3 %	40,7 %
12-23 mois	19,5 %	24,0 %	22,6 %
24 mois et plus	33,6 %	36,7 %	35,6 %
ND	1,4 %	1 %	1,1 %
Total	100 %	100 %	100 %

Tableau 2 : Répartition des chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur selon la durée de recherche du travail et le sexe, 2014

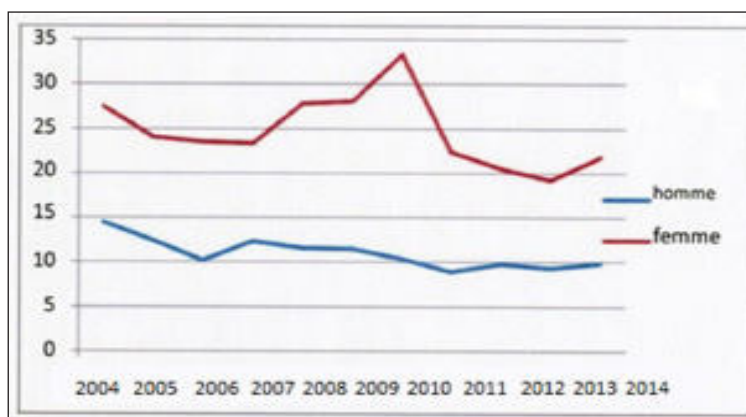
Source : ONS Septembre 2014

⁷ Déclaration du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique lors d'une visite de travail et d'inspection le 03 Février 2015.

Chômage des femmes diplômées

La ventilation selon le sexe de la population universitaire en situation de chômage laisse apparaître des inégalités remarquables. La femme est plus discriminée sur le marché du travail, le taux de chômage des femmes universitaires est de 21,8 % contre 9,9 % seulement pour celui des hommes en septembre 2014. Le nombre de chômeuses diplômées est estimé à 172 886 contre 89244 chômeurs hommes en 2013.

L'évolution du taux de chômage des universitaires selon le sexe entre 2004 et 2014 révèle que, le chômage des femmes a connu une hausse en 2010 où il a enregistré un taux de 33,3 %. Ce taux a baissé de façon remarquable à partir de 2011. Il a reculé de plus de 10 points entre 2011 et 2014. Quant au chômage des hommes universitaires, on remarque une légère amélioration par rapport au chômage des femmes, il fluctue autour de 9 %.



Graph 5 : Évolution du taux de chômage de la population de niveau supérieur selon le sexe / 2004-2014

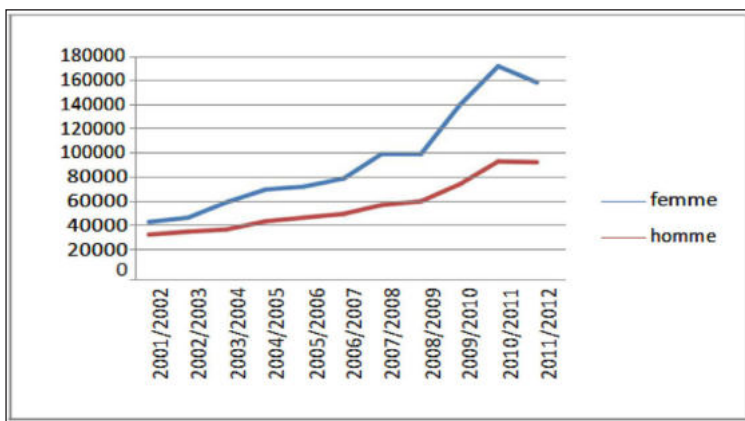
Source : enquêtes emploi ONS 2004-2014

Les inégalités observées entre hommes et femmes universitaires sur le marché du travail peuvent être renvoyées au nombre important de femmes universitaires comparativement aux hommes (les femmes diplômées ont représentées 63 % de l'effectif global en 2012). Cette féminisation de l'université s'est traduite par une féminisation du chômage. Les effectifs de diplômées, les plus importants, sont

relevés en sciences humaines et sociales, elles représentent plus de 76 % des diplômées femmes en 2012. Ainsi qu’au statut de la femme dans la société qui affecte son choix d’occupation.

Prédominance de la gent féminine à l’université

La prédominance des effectifs féminins par rapport aux garçons est amorcée à partir de l’année universitaire 1998/1999, durant laquelle les filles représentaient 50,6 % des inscrits en graduation, et s’est poursuivie en 2012/2013 pour atteindre 60,56 %



Graph 6 : Évolution de l’effectif de diplômés de l’enseignement supérieur par sexe de 2001-2002 à 2011-2012

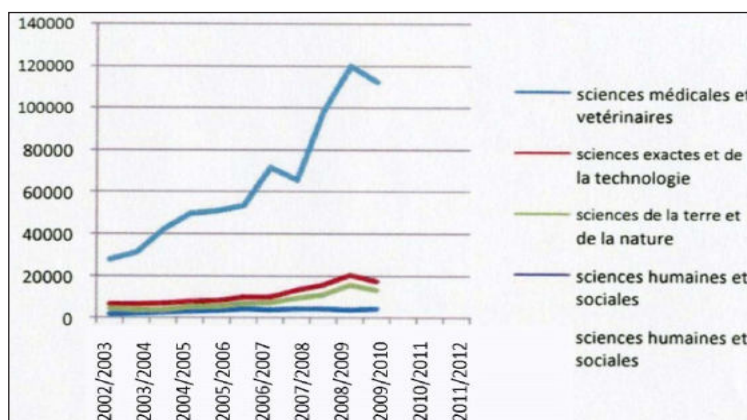
Source : Ministère de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Cette progression rapide des femmes à l’université est due à l’amélioration du niveau d’instruction de la femme. Le taux net de scolarisation des filles au primaire a atteint 96 % face à celui des garçons qui a enregistré 98 % en 2011. le taux de réussite des filles dans les trois paliers scolaires est plus élevé par rapport aux garçons et notamment au bac, il atteint 67,67 % face à 32,39 % pour les garçons en 2014. Cette réussite peut trouver son sens dans le fait que l’enseignement est conçu plus pour les filles comme un moyen de promotion sociale et un espace d’émancipation économique, en

effet le fait d'accéder à un travail rémunéré et contribuer au budget familial, lui permet de renégocier son rôle au sein de la famille et de créer un nouveau statut social (Oussedik, 2012).

Offre féminine excédentaire en sciences humaines et sociales

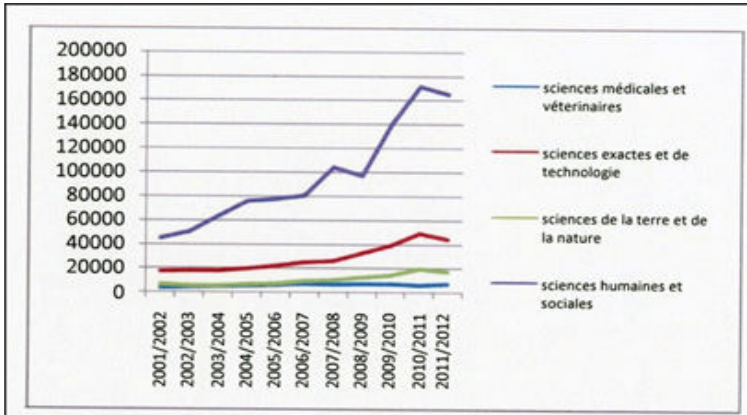
L'évolution de l'effectif de diplômés selon le genre fait ressortir la surreprésentation des femmes en sciences humaines et sociales qui représentent 76 % des diplômés femmes. Le nombre le plus important de femmes diplômées est relevé en sciences sociales, sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales.



Graph 7 : Évolution de l'effectif de diplômées femmes en graduation par grandes familles de filières de 2002/2003 jusqu'à 2011/2012

Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

L'orientation des flux de bacheliers vers les sciences humaines et sociales telles que la sociologie, l'histoire, la psychologie, après la saturation des branches techniques a débuté à partir de 1989. Le nombre des effectifs de diplômés a atteint 164 683 diplômés en 2011-2012, ce qui représente plus de 70 % de l'effectif global de diplômés selon les grandes familles de filières, dont 68 % de diplômés sont des femmes.



Graphe 8 : Évolution des effectifs de diplômés en graduation par grandes familles de filières de 2002/2003 jusqu'à 2011/2012

Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Les sortants de ces filières connaissent des difficultés d'insertion sur le marché du travail. Le taux de chômage des diplômés était en 2010 à 27,3 % en Arts et lettre et 28,7 % en sciences sociales, commerce et droit). Dont le taux de chômage des femmes diplômés était à 43 % et 34 % respectivement dans les filières suscitées.

Selon le rapport sur la région MENA (Groupe de la Banque Mondiale, octobre 2015) de 2011, ceux qui réussissent à obtenir un travail, se concentrent généralement dans l'administration: « une écrasante majorité de jeunes diplômés est issue des sciences humaines et sociales. Ces profils de scolarisation permettent de répondre à la demande des diplômés du secteur public, mais sont insuffisamment adaptés aux exigences de la récente expansion du secteur privé, des services et de l'industrie manufacturière ».

Cette situation de vulnérabilité sur le marché du travail est due d'abord à l'augmentation rapide des effectifs en ces filières suite à une orientation par défaut des flux des bacheliers vers les sciences humaines et sociales. Cette inflation des diplômes en Sciences Humaines et Sociale s'accompagne également d'une baisse de la valeur sociale du diplôme sur le marché du travail (Passeron, 1982).

En effet « le système d'orientation se base d'abord sur la moyenne obtenue au baccalauréat, mais surtout sur la note obtenue dans la discipline majeure de la spécialité. Ces critères ferment les portes de formation disciplinaire scientifique à tout étudiant ayant au-dessous

de la note requise, note dont le seuil minimum augmente d'une année à une année. En instaurant une véritable sélection avant l'entrée à l'université. De sorte que l'orientation des bacheliers vers les sciences humaines et sociales est fréquemment une orientation par défaut » (Ferfera, Mekideche, 2008). Ce qui montre que ce système d'orientation repose sur un classement fixe des spécialités et ne prend pas en considération les besoins du marché du travail en formation universitaire⁸.

La marginalisation des sciences humaines et sociales et la dévalorisation des diplômes décernés sur le marché du travail ne sont pas liées seulement à la progression quantitative, mais aussi aux *programmes actuels qui ne structurent pas les esprits et ne servent qu'à permettre aux étudiants de présenter et de réussir leur examen, sans plus* (Feroukhi, 2009), autrement dit, interposer et transplanter le savoir scholastique (Rouadjia, 2014) Ajoutons que ces filières qui sont totalement arabisées font face à un marché du travail qui privilège le français.

De plus, les objectifs immatériels de ces filières qui ne peuvent faire l'objet d'une marchandisation et ne produisent par conséquent aucune plus-value tangible dans l'immédiat, ont connoté en négatif l'image des SHS dans la société. Elles sont considérées comme étant un savoir dénué de toute valeur opérationnelle (Rouadjia, 2014).

Une carte universitaire a été élaborée en 1984 par la loi sur la planification des flux afin de résoudre les problèmes liés à la relation entre diplômes délivrés et emploi, mais ce projet a été abandonné après la crise économique de 1986. Ce n'est que récemment que l'ANEM annonce le lancement prochain du système d'information WASSIT qui permettra d'identifier les besoins du marché du travail à travers la nomenclature algérienne des métiers et de l'emploi (NAME)

⁸ Une carte universitaire a été élaborée en 1984 par la loi sur la planification des flux afin de résoudre les problèmes liés à la relation entre diplômes délivrés et emploi qui commençaient à apparaître, mais ce projet était abandonné après la crise économique de 1986. Ce n'est que récemment que l'ANEM annonce le lancement prochain du système d'information WASSIT qui permettra d'identifier les besoins du marché du travail à travers la nomenclature algérienne des métiers et de l'emploi (NAME)

Permanence des attributions genrées dans les pratiques professionnelles

L'une des causes qui peut expliquer également le chômage des femmes diplômées est que, même si cette catégorie s'investit dans l'éducation -qui représente un moyen pour s'intégrer au marché du travail et avoir l'émancipation économique-, elle reste soumise aux rôles que la société continue à lui attribuer et occupe le plus des emplois traditionnels dans les administrations publiques (santé, éducation, administration). (Martin, 2008). en effet, ces pesanteurs socioculturelles limitent le choix d'occupation de la femme sur le marché du travail.

Secteurs d'activité	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	% Col	Effectif	% Col	Effectif	% Col
Agriculture	42	5,2	3	0,6	45	3,5
Industrie extractive	12	1,5	4	0,8	16	1,2
Industrie manufacturière	90	11,1	55	11,6	144	11,3
construction	125	15,4	9	1,9	133	10,4
commerce	126	15,6	23	5,0	150	11,7
Transport et communication	36	4,5	7	1,4	43	3,4
Autres services marchands	54	6,7	28	6,0	82	6,4
Autres services non marchands	325	40,1	341	72,7	666	52,1
Secteur juridique						
Public	380	46,9	351	74,9	732	57,2
Privé	430	53,1	117	25,1	547	42,8

Tableau 3 : Répartition des diplômés⁹ (promus entre 2008 et 2012) pourvus d'un emploi selon le sexe et les caractéristiques de l'emploi occupé

Source : ONS 2013

⁹ Il s'agit des diplômés de la formation supérieure et de la formation professionnelle à la fois.

Conclusion

Nous nous sommes servi dans ce document, des différentes données statistiques émanant des enquêtes emploi auprès des ménages de 1989-2014 réalisées par l'ONS, et les statistiques sur les effectifs étudiants et les diplômés de l'année universitaire 1963/1964 à 2012/2013, publiées dans les annuaires universitaires, ainsi que les statistiques sur les emplois créés dans le cadre des dispositifs d'aide à l'insertion des diplômés de l'ANEM de 2013 et 2014. Afin de retracer l'évolution du chômage des diplômés et de trouver par ailleurs des éléments de réponse sur les causes du chômage des femmes diplômées qui sont les plus confrontées au chômage.

Le chômage des universitaires est passé par deux phases : la première date de la fin des années 80 jusqu'à 2010, elle est marquée par un taux de chômage élevé suite aux répercussions de la crise pétrolière de 1986 sur le marché du travail et la croissance rapide des diplômés par effet de la démocratisation de la formation qui représente l'un des piliers des réformes de l'enseignement supérieur de 1971. A partir de 2011, le chômage des diplômés a baissé considérablement. Cependant le nombre important des universitaires continue d'exercer une pression sur le marché du travail.

Quant au chômage des femmes universitaires, on a constaté qu'elles souffrent plus sur le marché du travail, car leur présence est prédominante par rapport aux hommes (63 % des diplômés sont des femmes en 2012), et plus de 76 % de cette masse féminine relève des sciences humaines et sociales. Ces filières sont marginalisées sur le marché du travail, ainsi qu'à leur statut dans la société qui limite leur statut d'occupation.

Bibliographie

Boudjema, R. (2006, Mai). Algérie, chronique d'un ajustement structurel. *Revue d'Economie et Statistique Descriptive*, (06), Alger.

Ferfera, Y., Mekideche T. (2008, décembre). La place des sciences sociales et humaines dans le système supérieur algérien. *Revue Internationale d'éducation de Sèvres*, (48), consulté le 26 Avel 2015 sur <http://ries.revues.org/569>.

Feroukhi, J. (2009). Enseignement supérieur et marché du travail en Algérie. Dans *Enseignement supérieur et marché du travail dans le monde arabe*, Presse de l'IFPO, Beyrouth, (dir.) de Botros Labaki). Ghalamllah, M. (2006). L'université en Algérie ; genèse des contraintes structurelles, condition pour une mise à niveau, dans *Les Cahiers du Cread*, (77), Alger.

Jaramillo, A., & De Mélonio, T. (2011). *Enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; Atteindre la viabilité financière tout en visant Consulté excellence*. Consulté le sur : http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/FRENCH/Resources/Enseignement_superieur_MENA_French_.pdf.

Kateb, K. (2001). Scolarisation féminine massive, système matrimonial et rapports de genre au Maghreb. *Revue Genre et Société*, Consulté le 2 Mars 2015 sur <http://gss.revues.org/1987>,

Khelfaoui, H. (2000). *Savoir, savoir diplômé et représentations sociales en Algérie (1962-1998)*, Consulté le 02 Avril 2015 sur <http://books.openedition.org/editions-cnrs/727?lang=fr> .

Lassassi, M., & Hammouda, N. (2012). 50 d'indépendance, quelle évolution de la situation sur le marché du travail en Algérie. Dans *Les Cahiers du Cread*, (100).. Alger : .

Martin, I. (2008, été). *Femme maghrébine, jeune, diplômée, et sans emploi*. Dans [Bulletin de Afkar /Idee]. Consulté le sur http://www.academia.edu/2226809/_2008_Femme_maghr%C3%A9bine_jeune_dipl%C3%B4m%C3%A9e...et_sans_emploi .

Meziani, M. (2011, décembre). *L'emploi des jeunes en Algérie, évaluation des dispositifs mis en place*. Dans H. Labdelaoui (dir.). Fondation Friedrich Ebert.

Musette, S. (1993). L'insertion des groupes vulnérables un défi économique au Maghreb. Dans *Les Cahiers Du Cread*. Alger. :

Musette, S. (2013). « Le marché du travail en Algérie, une vision nouvelle ? », Consulté le sur : http://www.researchgate.net/profile/Musette_Saib/publication/265850082_march_du_travail_en_Algerie_une_nouvelle_politique_en_perspective_/links/541ee9490cf2218008d3e0bf.pdf

Musette, S. (2014). Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail en Algérie. *ETF*, Consulté le sur [http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/7E651D354674537E_C1257_D07_0048282A/\\$file/ Employment %20policies_Algeria_FR.pdf](http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/7E651D354674537E_C1257_D07_0048282A/$file/ Employment %20policies_Algeria_FR.pdf).

Oussedik, F. (dir.). (2014). *Mutations familiales en milieu urbain. Algérie 2012*. Oran : DGRSTD/CRASC.

Passeron, J. (1982, décembre). L'inflation des diplômes, remarques sur l'usage de quelques concepts sur analogiques en sociologie. *Revue française de Sociologie*, (4), France :

Rouadjia, M. (2014, Novembre). La crise des sciences sociales. Dans Dj. Guerid (dir.), *Repenser l'université*. Alger : Arak Editions.

Agence national de l'emploi, document interne...

APS, Consulté le dimanche 06 Juillet 2014 sur <http://www.aps.dz/algerie/8744-examens-de-fin-d-ann%C3%A9e-conditions-et-taux-de-r%C3%A9ussite-satisfaisants-minist%C3%A8re>

Communiqué du conseil des Ministres. *Programme quinquennal 2010-2014*, <http://www.mae.gov.dz/images/sce/programme-quinquenal.pdf>.

Ministère de l'enseignement supérieur. Annuaire 40, 2010/2011.

Ministère de l'enseignement supérieur, Annuaire 41, 2011/2012

Ministère de l'enseignement supérieur, Annuaire 42, 2012/2013

ONS (Office National des Statistiques). Analyse de la population active en Algérie. projet ALG/1989/013.

ONS (Office National des Statistiques). Bulletin trimestriel des statistiques, quatrième trimestre 1997.

ONS (Office National des Statistiques). Bulletin trimestriel des statistiques, quatrième trimestre 2002.

ONS (Office National des Statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2007, Collections Statistiques, série statistiques sociales, (139), Juin 2008.

ONS (Office National des Statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2010 Consulté le 2010 Sur http://www.ons.dz/IMG/pdf/emploi_chomage_2010.pdf.

ONS (Office National des Statistiques). Enquête emploi auprès des ménages. 4^{ème} trimestre 2012, N°651, http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnees_Stat_Emploi_2012.pdf.

ONS (Office National des Statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2013, in collection statistiques, N°185, Mai 2014, Alger.

ONS (Office National des Statistiques). Enquête emploi auprès des ménages, Consulté le Avril 2014, N671, sur http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnees_Stat_Emploi_avr2014_Final_1_1_.pdf.

ONS (Office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages. Septembre 2014. N° 683, http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnee_Stat_Emploi_Septembre_2014_Bonne.pdf.

[Organisation internationale du travail 2013]. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013*, Consulté le 06 Juin 2015 Sur http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_222657.pdf.